

Conférence de presse du 9 octobre 2024

Non aux économies sur le dos des familles paysannes

Exposé de Markus Ritter, président de l'USP (le discours prononcé fait foi)

Vous l'avez entendu de la bouche des oratrices et orateurs précédents : les mesures d'économies sur le dos des familles paysannes ne sont pas justifiées. C'est ce que montre très clairement le graphique derrière nous. Les mesures d'économies auraient un impact fortement négatif sur les perspectives sociales et économiques de l'agriculture suisse, sur la motivation de la relève professionnelle et, en définitive, sur la production alimentaire indigène.

Il est question de 50 millions de francs sur un budget fédéral de plus de 86 milliards. Pour les exploitations agricoles, ces 50 millions représentent une grande somme. Pour elles, une différence de 1000 francs est déterminante. Pour de nombreuses familles paysannes, qui comptent chaque sou et qui passent aujourd'hui déjà des nuits blanches d'inquiétude, c'est un montant considérable qui finira par manquer. Nous ne parlons même pas là des enveloppes financières et des mesures d'assainissement du budget.

Les exigences auxquelles nous, paysannes et paysans, devons nous tenir ne cessent d'augmenter. Nous devons être innovants et rentables tout en conservant nos structures traditionnelles. Nous avons la tâche de produire en préservant les ressources, idéalement sans aides telles que les produits phytosanitaires, mais nos aliments doivent être impeccables. De plus, il nous est demandé d'accorder plus d'espace à la biodiversité tout en maintenant la quantité de nourriture et sans produire de manière plus intensive. Naviguer dans ce champ de tensions est un énorme défi et comporte un grand potentiel de frustration, qui s'est traduit au début de l'année par les protestations paysannes.

Le travail que nos agricultrices et agriculteurs ont fourni ces vingt dernières années est tout à fait remarquable. La surface exploitée de façon biologique a doublé, de plus en plus d'animaux vivent dans des étables respectueuses des animaux et disposent de sorties régulières en plein air, et la surface effective de promotion de la biodiversité est trois fois plus élevée que ce qui est officiellement exigé. Malgré ces progrès, la valeur de production de l'agriculture est restée stable, c'est-à-dire que les prestations supplémentaires ne sont pas indemnisées et qu'il n'y a pas de volonté de les rémunérer. Mais il arrive un moment où trop, c'est trop. L'État peut exiger beaucoup, mais il doit aussi être prêt à en payer le prix. Actuellement, on constate un écart entre les attentes et les indemnités réelles. Si la rémunération baisse soudainement par rapport à ce qui a été convenu, les prestations demandées doivent être adaptées en conséquence. C'est la seule façon de rétablir un équilibre entre les exigences et leur indemnisation.

À l'heure actuelle, nous assistons à un flot constant de nouvelles réglementations et mesures. Désormais, une réduction de l'indemnité convenue est de surcroît prévue. Ne pas payer les prestations commandées relève pour moi du vol. Le plan du Conseil fédéral est donc contraire à l'éthique. Nous demandons à la Confédération de changer de stratégie d'austérité afin de ne pas s'attaquer à ceux qui sont déjà soumis à une énorme pression économique et qui, depuis des décennies, n'ont même pas reçu de compensation du renchérissement. L'agriculture apporte sa contribution à la société et continuera à le faire, mais uniquement dans des conditions équitables et durables.